

SYRELI



afnic
Internet
made in France

DÉCISION DE L'AFNIC

qualibat-rge-plus.fr

Demande n° FR-2025-04427



www.afnic.fr | contact@afnic.fr
Twitter : @AFNIC | Facebook : afnic.fr

I. Informations générales

i. Sur les parties au litige

Le Requérant : L'association QUALIBAT

Le Titulaire du nom de domaine : La société QUALIBAT-RGE.FR

ii. Sur le nom de domaine

Nom de domaine objet du litige : qualibat-rge-plus.fr

Date d'enregistrement du nom de domaine : 29 avril 2025 soit postérieurement au 1^{er} juillet 2011

Date d'expiration du nom de domaine : 29 avril 2026

Bureau d'enregistrement : KEY-SYSTEMS GmbH

II. Procédure

Une demande déposée par le Requérant auprès de l'Afnic a été reçue le 10 juin 2025 par le biais du service en ligne SYRELI.

Conformément au règlement SYRELI (ci-après le Règlement) l'Afnic a validé la complétude de cette demande en procédant aux vérifications suivantes :

- o Le formulaire de demande est dûment rempli.
- o Les frais de Procédure ont été réglés par le Requérant.
- o Le nom de domaine est actif.
- o Le nom de domaine a été créé ou renouvelé postérieurement au 1^{er} juillet 2011.
- o Le nom de domaine visé par la procédure ne fait l'objet d'aucune procédure judiciaire ou extrajudiciaire en cours.

L'Afnic a procédé au gel des opérations sur ce nom de domaine et a notifié l'ouverture de la procédure au Titulaire le 26 juin 2025.

Le Titulaire n'a pas adressé de réponse à l'Afnic.

Le Collège SYRELI de l'Afnic (ci-après dénommé le Collège) composé de Loïc DAMILAVILLE (membre titulaire), Marianne GEORGELIN (membre titulaire) et Régis MASSÉ (membre titulaire) s'est réuni pour rendre sa décision le 5 août 2025.

III. Argumentation des parties

i. Le Requérant

Selon le Requérant, l'enregistrement ou le renouvellement du nom de domaine <qualibat-

rge-plus.fr> par le Titulaire est « susceptible de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle ou de la personnalité » et le Titulaire ne justifie pas « d'un intérêt légitime et agit de mauvaise foi ».

(Art. L. 45-2 du code des postes et des communications électroniques)

Dans sa demande, le Requéranr a fourni des pièces accessibles aux deux parties sur lesquelles le Collège s'appuiera afin d'étayer ses constatations au regard de l'argumentation.

Dans sa demande, le Requéranr indique que :

[Citation complète de l'argumentation sans visuel]

« I. Introduction

La présente plainte est soumise pour décision, conformément à l'article L. 45-2 du Code des postes et des communications électroniques et du Règlement du système de résolution de litiges Syreli.

II. Les Parties

A. Le Requéranr

Dans le cadre de cette procédure administrative, le Requéranr est QUALIBAT, association française loi de 1901, dont le siège social est situé 55 avenue Kléber, 75016 Paris, France.

Les coordonnées du Requéranr sont : [anonymisation]

Dans le cadre de cette procédure administrative, le mandataire habilité à agir au nom du Requéranr est : [anonymisation]

La méthode d'acheminement que le Requéranr préfère pour les communications qui lui seront destinées au cours de cette procédure administrative est : Communications exclusivement électroniques [anonymisation]

B. Le Titulaire

Conformément à l'extrait Whois fourni par le site <https://www.afnic.fr>, le Titulaire dans cette procédure administrative est qualibat-rge.fr. Des copies de l'imprimé des recherches effectuées dans la base de données susmentionnée le 9 juin 2025 (Annexe 1) sont jointes aux présentes.

Les éléments d'information dont dispose le Requéranr sur la manière d'entrer en relation avec le Titulaire sont les suivants :

Titulaire : qualibat-rge.fr

Adresse : 10 rue d'avron, rue d'avron, 75020 Paris, France

[anonymisation]

III. Nom de domaine et unité d'enregistrement

Le litige porte sur le nom de domaine suivant : qualibat-rge-plus.fr, enregistré le 29 avril 2025

L'unité d'enregistrement auprès de laquelle le nom de domaine est enregistré est KEYSYSTEMS GmbH, dont les coordonnées sont les suivantes : [anonymisation]

IV. Intérêt à agir

Le Requéranr est QUALIBAT, association française loi de 1901, un organisme de qualification et de certification des entreprises du bâtiment destiné à informer les clients et les maîtres d'ouvrages, définir et apporter des éléments d'appréciation sur les compétences professionnelles et les capacités des entreprises exerçant une activité dans le domaine de la construction.

A travers ses labels de qualification et de certification, QUALIBAT valorise une sélection d'entreprises de toutes spécialités et de toutes tailles ayant fait preuve de leurs compétences et de leur savoir-faire.

Depuis 1949, QUALIBAT a une mission d'intérêt public. L'organisme est né de la volonté des

professionnels du bâtiment de valoriser la compétence et la fiabilité afin que la confiance accompagne systématiquement tout projet de construction et rénovation. Pour ses activités,

QUALIBAT est lui-même soumis à des règles exigeantes, celles de l'accréditation par le COFRAC.

À travers ses labels de qualification et de certification, QUALIBAT aide à faire connaître une communauté de plus de 70 000 professionnels qualifiés et certifiés dont les compétences techniques méritent d'être reconnues. QUALIBAT accompagne les clients finaux, particuliers et maîtres d'ouvrage professionnels, dans le choix du partenaire idéal pour leurs travaux.

A cet effet, QUALIBAT est notamment titulaire des marques suivantes :

- QUALIBAT, marque collective de certification française N° 03 3 257 778 déposée le 19 novembre 2003 en classes 35, 37, 38, 41 et 42
- [visuel] , marque collective de certification française N° 16 4 260 520 déposée le 29 mars 2016 en classes 37, 40 et 42

Vous trouverez ci-joint copie des extraits de la base de données en ligne de l'INPI, l'Office français des marques, correspondant à ces marques (Annexe 2).

La marque QUALIBAT est exploitée non seulement pour désigner ses services de qualification et de certification des entreprises du bâtiment mais également comme marque collective de certification pour indiquer que les entreprises qualifiées et certifiées QUALIBAT répondent au règlement d'usage mis en place par QUALIBAT et respectent les conditions fixées. Les entreprises qualifiées et certifiées ont alors le droit d'exploiter le logo [visuel] pour informer leurs clients et partenaires qu'elles bénéficient de ces qualifications et certifications.

Le Requérant est également titulaire du nom de domaine qualibat.com qui renvoie vers son site Internet www.qualibat.com. Les données relatives au titulaire du nom de domaine qualibat.com sont confidentielles mais nous joignons à la présente plainte copie de la première page du site Internet www.qualibat.com vers lequel renvoie le nom de domaine qualibat.com et présentant les activités du Requérant (Annexe 3) ainsi que les mentions légales du site Internet www.qualibat.com (Annexe 4) attestant que l'association QUALIBAT est bien titulaire du site Internet www.qualibat.com et donc du nom de domaine qualibat.com.

QUALIBAT est enfin le nom du Requérant. Nous joignons un extrait du répertoire SIRENE attestant que QUALIBAT est bien le nom du Requérant (Annexe 5).

Dans le cadre de ses attributions, le Requérant est habilité à délivrer des qualifications QUALIBAT RGE. La mention RGE permet de valoriser le savoir-faire des artisans et des entreprises dans le domaine de l'efficacité énergétique, de les engager dans une démarche de progrès permanent et de faire bénéficier leurs clients particuliers du principe de l'écoconditionnalité des aides de l'Etat. Les professionnels RGE sont référencés sur le site d'information www.faire.fr et répertoriés par les conseillers des Points rénovation info service qui conseillent et orientent les particuliers dans leurs projets de travaux d'économies d'énergie.

Pour bénéficier des certificats d'économies d'énergie (CEE), de l'éco-prêt à taux zéro (EcoPTZ), des aides à la rénovation énergétique distribuée par l'ANAH et de Ma PrimeRénov', un particulier doit recourir à une entreprise RGE, c'est à dire un professionnel répondant à des critères de qualification afin de fournir des gages de qualité des travaux aux ménages.

Créé en 2013, le dispositif RGE a été retravaillé en 2019 et jusqu'en juin 2020 dans le cadre d'une concertation réunissant tous les acteurs. L'objectif de cette refonte était double : préciser les catégories de travaux et les domaines de compétences pour mieux identifier les professionnels et fiabiliser le dispositif avec des moyens de contrôle appropriés et efficaces, afin que s'impose un RGE synonyme de compétence, de qualité des travaux et de déontologie de la démarche commerciale. Le nouveau dispositif ainsi repensé est entré en vigueur progressivement, dès le 1er septembre 2020 pour certaines dispositions. Les

évolutions les plus notables, en particulier la nomenclature des nouvelles catégories de travaux et les nouvelles règles relatives aux contrôles de réalisation, sont ensuite en vigueur le 1er janvier 2021.

Nous joignons à la présente plainte une présentation du nouveau dispositif RGE (Annexe 6). Le nom de domaine objet de la présente plainte qualibat-rge-plus.fr est composé des termes QUALIBAT, identique aux marques QUALIBAT citées ci-dessus, RGE, identique au nom du dispositif RGE présenté ci-dessus et du superlatif « plus ». Il a été réservé postérieurement à la date de dépôt des marques QUALIBAT citées ci-dessus.

Au vu de ce qui précède, le Requérent dispose bien d'un intérêt à agir l'encontre de ce nom de domaine et à demander le transfert de ce dernier à son profit, conformément à l'article L. 45-6 du Code des postes et des communications électroniques (CPCE).

V. Moyens de fait et de droit

[12.] La présente plainte est fondée sur l'atteinte aux dispositions de l'article L. 45-2 2° du CPCE aux termes duquel « (...) l'enregistrement ou le renouvellement des noms de domaine peut être refusé ou le nom de domaine supprimé lorsque le nom de domaine est :

2° Susceptible de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle ou de la personnalité, sauf si le demandeur justifie d'un intérêt légitime et agit de bonne foi »

A/ Atteinte aux droits invoqués par le Requérent

Le nom de domaine qualibat-rge-plus.fr est composé du terme QUALIBAT, identique aux marques QUALIBAT citées ci-dessus, du terme RGE, identique au nom du dispositif RGE présenté ci-dessus et du superlatif « plus ». Il a été réservé postérieurement à la date de dépôt des marques QUALIBAT citées ci-dessus. L'ajout du sigle RGE, signe en outre utilisé dans le cadre des activités du Requérent, n'est pas suffisant pour distinguer ce nom de domaine des marques antérieures QUALIBAT du Requérent.

En effet, selon une jurisprudence constante, lorsque la marque du Requérent est reconnaissable dans le nom de domaine contesté, l'ajout d'autres marques tierces est insuffisant en soi pour éviter une constatation de similitude prêtant à confusion avec la marque du Requérent, comme l'a rappelé le Centre de Médiation et d'Arbitrage de l'OMPI dans ses décisions Decathlon SAS c. X. , affaire OMPI n° D2014-1996 , <decathlon-nike.com> (Annexe 7) et Go Sport c. X. , affaire OMPI n° D20150389 , <gosport-nike.com> (Annexe 8). En l'espèce, l'ajout du terme RGE et du superlatif « plus » au sein du nom de domaine contesté n'est pas suffisant pour distinguer ce dernier des marques antérieures du Requérent.

Le nom de domaine qualibat-rge-plus.fr porte donc atteinte aux droits antérieurs du Requérent sur ses marques QUALIBAT citées ci-dessus, sa dénomination QUALIBAT ainsi que son nom de domaine qualibat.com.

Le nom de domaine qualibat-rge-plus.fr porte donc atteinte aux droits antérieurs du Requérent sur ses marques QUALIBAT citées ci-dessus, sa dénomination QUALIBAT ainsi que son nom de domaine qualibat.com.

B/ Preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire

Absence d'intérêt légitime du Titulaire

Selon, l'article R. 20-44-46 alinéa 1er du CPCE, « Peut notamment caractériser l'existence d'un intérêt légitime, pour l'application du 2° et du 3° de l'article L. 45-2, le fait, pour le demandeur ou le titulaire d'un nom de domaine :

-d'utiliser ce nom de domaine, ou un nom identique ou apparenté, dans le cadre d'une offre de biens ou de services, ou de pouvoir démontrer qu'il s'y est préparé ;

-d'être connu sous un nom identique ou apparenté à ce nom de domaine, même en l'absence de droits reconnus sur ce nom ;

-de faire un usage non commercial du nom de domaine ou d'un nom apparenté sans

intention de tromper le consommateur ou de nuire à la réputation d'un nom sur lequel est reconnu ou établi un droit ».

En l'espèce, le Titulaire n'est pas connu sous le nom QUALIBAT-RGE-PLUS ou sous un nom apparenté.

De plus, le Titulaire n'est titulaire d'aucun droit sur la dénomination QUALIBAT-RGEPLUS.

Le nom de domaine contesté qualibat-rge-plus.fr a été réservé au nom de qualibat-rge.fr, domicilié en France. Or, aucune société sous ce nom n'apparaît sur la base de données de l'INPI (Annexe 9) ni sur la base de données Infogreffe (Annexe 10). Une recherche sur le moteur de recherche www.google.fr sur le nom qualibat-rge.fr ne fait apparaître aucune entité existant sous ce nom (Annexe 11).

Les données relatives au Titulaire fournies par le bureau d'enregistrement sont donc erronées. Le Titulaire a donc sciemment fourni de fausses informations, ce qui est contraire au Contrat d'enregistrement et une preuve de sa mauvaise foi. En effet, selon une jurisprudence constante, les panels considèrent la fourniture de fausses coordonnées (ou d'un service de confidentialité ou de proxy supplémentaire) sous-jacent à un service de confidentialité ou de proxy comme une indication de mauvaise foi.

Enfin, le Titulaire ne fait pas un usage non commercial du nom de domaine ni d'un nom apparenté sans intention de tromper le consommateur ou de nuire à la réputation d'un nom sur lequel est reconnu ou établi un droit.

Le Titulaire ne justifie pas et ne peut pas justifier d'un intérêt légitime sur ce nom de domaine.

De plus, non seulement le Titulaire ne justifie d'aucun intérêt légitime sur ce nom de domaine mais il agit également de mauvaise foi.

Mauvaise foi du Déposant

La marque QUALIBAT et le dispositif RGE bénéficient d'une connaissance très élevée en France. En France, près de 52 000 sont qualifiées QUALIBAT, comme l'atteste l'article du site bati.zepros.fr du 20 janvier 2025 (Annexe 12). Ainsi, en réservant un nom de domaine comprenant le terme QUALIBAT, le Défendeur ne pouvait ignorer les droits antérieurs du Requérent sur les marques QUALIBAT et a donc sciemment réservé le nom de domaine qualibat-rge-plus.fr afin d'attirer, à des fins lucratives, les utilisateurs de l'Internet sur un site Web ou un autre espace en ligne lui appartenant, en créant une probabilité de confusion avec les marques du Requérent.

En outre, l'Afnic a déjà reconnu, notamment dans ses décisions N° FR-2022-02912 du 13 septembre 2022 (Annexe 13), N° FR-2022-0300 du 22 novembre 2022 (Annexe 14), N° FR-2022-03023 du 2 décembre 2022 (Annexe 15), N° FR-2023-03366 du 13 juin 2023 (Annexe 16), N° FR-2024-04018 du 8 octobre 2024 (Annexe 17) et N° FR-2024-04175 du 20 février 2025 (Annexe 18) que le Requérent bénéficiait d'une certaine renommée. Nous joignons une copie de ces décisions aux présentes. Ainsi, le Défendeur ne pouvait ignorer l'existence des droits antérieurs du Requérent sur les marques QUALIBAT.

Or, il a déjà été reconnu dans des décisions antérieures rendues par l'OMPI que la connaissance d'une marque au moment de l'enregistrement du nom de domaine contesté suggère que l'enregistrement a été réalisé de mauvaise foi (Affaire No. D2021-0215, NG Biotech contre X. (Annexe 19)).

Enfin, le Défendeur est également dans l'incapacité de soumettre une réponse ou de fournir une preuve de la réservation de bonne foi de ce nom de domaine et n'est pas en mesure de fournir une explication crédible du choix de ce nom de domaine. Il doit au contraire être reconnu que le Défendeur a sciemment réservé ce nom de domaine pour cibler les entreprises qui bénéficient de la qualification et de la certification délivrées par le Requérent.

Il convient donc de considérer que le nom de domaine qualibat-rge-plus.fr a été réservé de mauvaise foi et que le Défendeur a agi de mauvaise foi en réservant ce nom de domaine.

Le nom de domaine qualibat-rge-plus.fr a en outre été exploité de mauvaise foi.

Le nom de domaine qualibat-rge.plus.fr ne renvoie pas un vers site actif actuellement.

Cependant, selon une jurisprudence constante, dès le début de l'UDRP, les panélistes ont constaté que la non-utilisation d'un nom de domaine (y compris une page vierge ou "à venir") n'empêcherait pas un constat de mauvaise foi en vertu de la doctrine de la détention passive.

En l'espèce, la marque antérieure du Requéran est très connue sur le territoire français, le Défendeur est dans l'incapacité de soumettre une réponse ni de fournir une preuve d'une utilisation de bonne foi réelle ou envisagée et il est invraisemblable que ce nom de domaine puisse être utilisé de bonne foi. Au regard de ces éléments, il convient de considérer que le fait de que ce nom de domaine ne renvoie pas un vers site actif n'exclut pas le fait qu'il puisse être considéré comme étant utilisé de mauvaise foi, comme l'a rappelé l'OMPI dans ses décisions n° D2017-0246, "Dr. Martens » International Trading GmbH et « Dr. Maertens" Marketing GmbH c. Godaddy.com, Inc. <docmartens.xyz> (Annexe 20) et N° D2016-2140 Virgin Enterprises Limited c. X. , <virginmedia.shop> (Annexe 21).

Il convient donc de considérer que le nom de domaine qualibat-rge-plus.fr est également exploité de mauvaise foi.

Au vu de ce qui précède, il convient de considérer que le Titulaire du nom de domaine qualibat-rge-plus.fr a obtenu l'enregistrement de ce nom de domaine principalement dans le but de profiter de la renommée du Requéran, titulaire d'un droit de marque apparentée à ce nom de domaine, en créant une confusion dans l'esprit du consommateur et avec l'intention de tromper le consommateur ou de nuire à la réputation du Requéran et que le nom de domaine qualibat-rge-plus.fr a donc été réservé et est exploité de mauvaise foi.

CONCLUSION

Au vu de ce qui précède, le Requéran dispose bien d'un intérêt à agir à l'encontre du nom de domaine qualibat-rge-plus.fr, ce dernier porte atteinte aux droits de propriété intellectuelle du Requéran et le Titulaire ne justifie d'aucun intérêt légitime et a réservé et exploité ce nom de domaine de mauvaise foi.

Nous remercions en conséquence l'AFNIC de bien vouloir reconnaître que le Requéran dispose d'un intérêt à agir à l'encontre du nom de domaine qualibat-rge-plus.fr, que ce dernier porte atteinte aux droits de propriété intellectuelle du Requéran et que le Titulaire ne justifie d'aucun intérêt légitime et est de mauvaise foi, et de bien vouloir prononcer la transmission du nom de domaine qualibat-rge-plus.fr au profit du Requéran.

A cet effet, l'OMPI a déjà jugé, dans plusieurs décisions, approprié d'émettre tout ordre de transfert sans préjudice des droits du tiers concerné lorsque le nom de domaine est composé de la marque du Requéran et de la marque d'un tiers, comme par exemple dans les décisions

Decathlon SAS c. X. , affaire OMPI n° D2014-1996 , <decathlon-nike.com> (Annexe 22) et Go Sport c. X. , affaire OMPI n° D2015-0389 , <gosportnike.com> (Annexe 23).

C'est en effet l'opinion consensuelle parmi les panélistes UDRP que ni la politique ni les règles n'exigent expressément le consentement d'un tiers et les panels précédents ont accepté la demande de plaintes qu'un nom de domaine puisse être transféré au plaignant, notant qu'une telle décision serait expressément sans préjudice des droits pouvant être revendiqués par un tiers titulaire de la marque. Voir par exemple, ISL Marketing AG, et The Federation Internationale de Football Association v. X., Worldcup2002.com, W Co., and Worldcup 2002, WIPO Case No. D2000-0034 ; Yahoo! Inc. c. CPIC NET et X., dossier OMPI n° D2001-0195 ; LEGO Juris A/S c. Suka LLC , affaire OMPI n° D2011-1057 ; et Guccio Gucci SpA c. X., dossier OMPI n° D2013-0603.

Si toutefois l'Afnic considérait que le nom de domaine qualibat-rge-plus.fr ne peut être transféré au Requéran, le Requéran lui demande de rendre une décision ordonnant que le nom de domaine qualibat-rge-plus.fr soit supprimé. »

Le Requéran a demandé, à titre principal, la transmission du nom de domaine et, à titre

subsidaire, sa suppression.

ii. Le Titulaire

Le Titulaire n'a pas adressé de réponse à l'Afnic.

IV. Discussion

Au vu des dispositions du droit commun relatives à la charge de la preuve,
Au vu des écritures et pièces déposées par les deux parties,
Au vu des dispositions du Règlement,
Au vu des dispositions prévues à l'article L. 45-6 du Code des Postes et des
Communications Electroniques,

Le Collège a évalué :

i. L'irrecevabilité des pièces

Conformément au Règlement en son article II. vi. b. « *Fonctionnement du Collège* », le Collège statue sur « *la demande au vu des seules écritures et pièces déposées par les deux parties sans procéder à des recherches complémentaires* ». Or, le Collège constate que le Requéant lui soumet une partie de ses pièces par liens hypertextes.

Par conséquent, ces pièces n'ont pas été prises en compte par le Collège

ii. L'intérêt à agir du Requéant

Au regard de l'avis de situation au répertoire SIRENE (*annexe 5*) et des notices complètes de marques (*annexe 2*) fournis par le Requéant, le Collège constate qu'au moment du dépôt de la demande, le nom de domaine <qualibat-rge-plus.fr> est similaire :

- Au nom du Requéant, l'association déclarée QUALIBAT inscrite au répertoire SIRENE depuis 1974 sous le numéro SIREN 784 671 141 ;
- Aux marques suivantes du Requéant :
 - La marque verbale française « QUALIBAT » numéro 3257778 enregistrée le 19 novembre 2003 et régulièrement renouvelée pour les classes 35, 37, 38, 41 et 42 ;
 - La composante verbale de la marque semi-figurative française « QUALIBAT » numéro 4260520 enregistrée le 29 mars 2016 pour les classes 37, 40 et 42.

Le Collège a donc considéré que le Requéant avait un intérêt à agir.

iii. L'atteinte aux dispositions de l'article L.45-2 du CPCE

a. Atteinte aux droits invoqués par le Requéant

Le Collège constate que le nom de domaine <qualibat-rge-plus.fr> est similaire aux marques antérieures du Requéant et notamment à la marque verbale française en vigueur « QUALIBAT » numéro 3257778 enregistrée depuis le 19 novembre 2003 car il est composé

de :

- La reprise à l'identique de la marque « QUALIBAT »,
- Du sigle « RGE » identique au nom du dispositif « RGE » proposé par le Requérant (*annexe 6*) et
- Du terme « plus » pouvant correspondre dans cette configuration à l'adverbe « plus », comparatif ou superlatif indiquant la supériorité.

Le Collège a donc considéré que le nom de domaine était susceptible de porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle du Requérant.

Conformément à l'article L. 45-2 du CPCE cité ci-dessus, le Collège s'est ensuite posé la question de savoir si le Requérant avait apporté la preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire.

b. La preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire

Le Collège constate que :

- Le Requérant, l'association QUALIBAT, se présente comme étant un organisme de qualification et de certification des entreprises du bâtiment destiné à informer les clients et les maîtres d'ouvrages, définir et apporter des éléments d'appréciation sur les compétences professionnelles et les capacités des entreprises exerçant une activité dans le domaine de la construction ; il indique que « *depuis 1949, QUALIBAT a une mission d'intérêt public* » ;
- Le Requérant est titulaire de plusieurs marques françaises « QUALIBAT » (*annexe 2*) ;
- Le Requérant indique exploiter le site web vers lequel renvoie le nom de domaine <qualibat.com> (*annexes 3 et 4*) ; site sur lequel il présente ses offres de qualification et certification sous le titre « *Faites facilement reconnaître vos compétences avec Qualibat* » (*annexe 3*) ;
- Selon l'article publié le 20 janvier 2025 sur le site <https://www.bati.zepros.fr>, le Requérant est « *actuellement à quelque 52 000 entreprises qualifiées Qualibat. [Il a] connu en 2024 une très forte progression des premières demandes. De l'ordre de +35% par rapport à 2023 (...). Au total, le chiffre d'affaires de [l']association sera identique à celui de l'an passé soit de l'ordre de 26 millions d'euros, [lui] permettant d'envisager sereinement [ses] missions en 2025* » (*annexe 12*) ;
- Dans le cadre du dispositif RGE proposé par le Requérant, celui-ci délivre des qualifications « QUALIBAT RGE » aux entreprises dites « RGE » (Reconnue Garant de l'Environnement), c'est-à-dire « *répondant à des critères de qualification afin de fournir des gages de qualité des travaux aux ménages* » (*cf. argumentation*) ;
- Le nom de domaine <qualibat-rge-plus.fr > reprend à l'identique les marques antérieures en vigueur du Requérant « QUALIBAT » associées au sigle « RGE », nom du dispositif proposé par le Requérant et à l'adverbe superlatif « plus » ;
- Le nom de domaine <qualibat-rge-plus.fr> a été enregistré le 29 avril 2025 par le

Titulaire se présentant comme l'entreprise « qualibat-rge.fr » (annexe 1) ;

- Les résultats obtenus suite aux recherches effectuées par le Requérant dans les bases de données de l'INPI, d'Infogreffe et à l'aide du moteur de navigation web Google, ne permettent de relever aucune entité portant la dénomination invoquée par le Titulaire (annexes 9 à 11).

Le Collège a ainsi considéré que les pièces fournies par le Requérant permettaient de conclure que le Titulaire ne pouvait ignorer l'existence et les droits du Requérant et qu'il avait enregistré le nom de domaine <qualibat-rge-plus.fr> dans le but de profiter de la renommée du Requérant en créant un risque de confusion dans l'esprit des consommateurs.

Le Collège a donc conclu que le Requérant avait apporté la preuve de l'absence d'intérêt légitime et de la mauvaise foi du Titulaire telles que définies à l'article R. 20-44-46 du CPCE et a décidé que le nom de domaine <qualibat-rge-plus.fr> ne respectait pas les dispositions de l'article L.45-2 du CPCE.

V. Décision

Le Collège a décidé d'accepter la demande de transmission du nom de domaine <qualibat-rge-plus.fr> au profit du Requérant, l'association QUALIBAT.

VI. Exécution de la décision

Conformément à l'article (II) (viii) du Règlement, la décision de l'Afnic ne sera exécutée qu'une fois écoulé un délai de quinze (15) jours civils à compter de la notification de la décision aux parties.

Conformément à l'article (II) (vii) du Règlement, l'Afnic notifie par courrier électronique et postal la décision à chacune des parties.

Elle procédera au dégel des opérations sur le nom de domaine selon les dispositions du Règlement.

Le Bureau d'enregistrement est informé de la décision par courrier électronique.

À Guyancourt, le 07 août 2025

Pierre BONIS - Directeur général de l'Afnic

